

Une Mission de femmes leaders des Grands Lacs attendue au Burundi

PANA, 08 août 2018 Burundi : une Mission consultative de femmes leaders de la région des Grands Lacs attendue dans le pays Bujumbura, Burundi - Une «Mission conjointe de solidarité des membres du comité consultatif de la plateforme des femmes de l'Accord-cadre pour la République démocratique du Congo et la région des Grands Lacs» effectuera une visite d'information sur la situation au Burundi du 9 au 12 août, indique un communiqué parvenu, mercredi, à la PANA, du bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général des Nations Unies à Bujumbura.

La mission sera menée, en coopération avec le réseau «FemWise» de l'Union africaine (UA), le Forum des femmes de la Conférence internationale pour la région des Grands Lacs (CIRGL) et de ONU-Femmes, précise le communiqué. Feront partie de la délégation, Mme Speciosa Wandira Kazibwe, ancienne Vice-Présidente de l'Ouganda, co-Présidente de FemWise Africa et Membre du Panel des Sages de l'UA, l'ambassadeur Liberata Mulamula, ancienne Secrétaire exécutive de la CIRGL et chercheur invité et Directeur associé de l'Institut d'études africaines de l'Elliott School of International Affairs de l'Université George Washington et Dr. Attiat Halleem, Présidente du Forum régional des femmes de la CIRGL, basée à Khartoum, au Soudan, selon la même source. Le Burundi tente difficilement de tourner la page de la violente crise électorale de 2015 et la délégation de haut niveau compte recommander « un processus de médiation renforcé pour instaurer un dialogue juste et inclusif faisant pleinement participer les femmes et promouvant les priorités concernant les femmes et la paix et la sécurité». Le communiqué rappelle la genèse de l'initiative des ces femmes leaders dans la région des Grands lacs qui remonte à la signature de l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération pour la RDC, le 24 février 2013 à Addis-Abeba, en Ethiopie, et l'adoption de la résolution 2389 (2017) du Conseil de sécurité sur la RDC. De nouvelles perspectives ont été ouvertes depuis dans la résolution des conflits auxquels la région des Grands Lacs se trouve confrontée, à travers une approche concertée et intégrée entre les Nations Unies, l'Union africaine (UA) et des organes régionaux, dont la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs (CIRGL) et la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC). «Des progrès, quoique limités, ont été accomplis dans la réalisation des objectifs énoncés dans le Pacte sur la sécurité, la stabilité et le développement dans la région des Grands Lacs, ainsi que dans la mise en œuvre de l'Accord-cadre», poursuit le communiqué. «Toutefois, des problèmes persistent, continuant de faire obstacle au déroulement pacifique des processus politiques et à l'instauration de la sécurité et d'une paix durable dans la région», lit-on encore. Dans ce contexte, «les femmes sont les plus touchées, car les crises sociopolitiques les maintiennent dans un état permanent de vulnérabilité». En juillet 2016 encore, « la Plate-forme des femmes de l'Accord-cadre s'est réunie à Goma, RDC, et a défini des moyens de renforcer le rôle des femmes dans les efforts de paix et de sécurité dans la région». Dans la "Déclaration de Goma", la Plateforme a « prié l'Envoyé spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour la région des Grands Lacs d'organiser une mission conjointe du Comité consultatif dans les pays touchés par des conflits». Le Comité consultatif de la Plateforme, réuni à Nairobi, Kenya, le 22 février 2018, a également décidé d'effectuer de telles visites en 2018 au Burundi, en République centrafricaine, en RDC et au Soudan du Sud, conclut le communiqué. On rappelle que les 12 pays membres de la CIRGL sont l'Angola, le Burundi, la République centrafricaine, la République du Congo, la République Démocratique du Congo, le Kenya, l'Ouganda, le Rwanda, le Soudan, le Soudan du Sud, la Tanzanie et la Zambie. La CIRGL a été pensée suite aux nombreux conflits politiques qui ont marqué la région des Grands Lacs africains dont le plus marquant fut le génocide rwandais de 1994 qui occasionna plus de 800.000 victimes et renforça l'instabilité politique en République Démocratique du Congo.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});